

CHILI

Après avoir fortement ralenti en 2014, l'économie devrait se redresser progressivement en 2015 et 2016. La reprise de l'activité se fera dans un premier temps sous l'impulsion de nouvelles dépenses publiques, mais pourra s'appuyer de plus en plus sur un renforcement de la demande des États-Unis et de l'Europe en produits industriels.

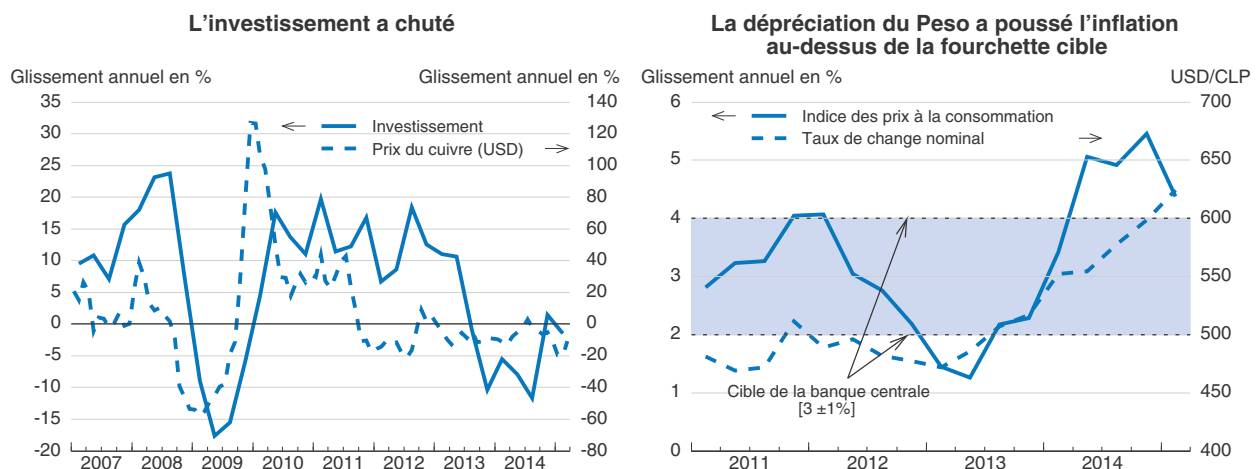
Avec la stabilisation du taux de change, l'inflation ralentit mais demeure supérieure à la fourchette-cible de la banque centrale. Comme les anticipations d'inflation demeurent bien ancrées, la politique monétaire pourra continuer de soutenir la croissance à court terme avant de prendre une orientation plus neutre avec le raffermissement de la croissance. Quant à l'orientation sous-jacente de la politique budgétaire, elle devrait être expansionniste en 2015, puis redevenir neutre en 2016, les autorités demeurant déterminées à ramener le solde structurel à zéro à l'horizon 2018.

La large baisse des cours du cuivre consécutive au « super-cycle » haussier des matières premières a affecté les programmes d'investissement des sociétés minières, qui les ont considérablement revus à la baisse depuis 2012. Cette baisse étant jugée dans une large mesure permanente, l'investissement minier ne devrait donc pas connaître une reprise très vigoureuse, même à moyen terme. Aussi des avancées dans le programme « Productivité », destiné à élargir la base de l'économie, sont-elles primordiales. Des réformes structurelles visant à ouvrir plus largement le marché à la concurrence seront particulièrement importantes pour promouvoir l'investissement en dehors des secteurs miniers, ce qui augmentera la croissance et la rendra plus inclusive.

L'économie est dans une phase de transition

La longue phase de forte croissance économique tirée par un secteur minier florissant est désormais à son terme. La baisse des cours du cuivre et le repli de la demande chinoise ont dégradé les termes de l'échange et sapé la confiance des entreprises et l'investissement. Le secteur minier a surinvesti pendant le super-cycle haussier des

Chili



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97 ; Datastream ; et Banque centrale du Chili.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933225811>

Chili : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2008)				
PIB aux prix du marché	121 319.5	5.5	4.3	1.8	2.9	3.7
Consommation privée	74 017.8	6.1	5.9	2.2	2.2	3.3
Consommation publique	14 690.6	3.5	3.4	4.4	7.0	5.1
Formation brute de capital fixe	27 132.0	11.6	2.1	-6.1	1.2	1.2
Demande intérieure finale	115 840.4	7.0	4.6	0.5	2.6	3.1
Variation des stocks ¹	1 652.6	0.4	-0.9	-1.1	2.0	0.0
Demande intérieure totale	117 493.0	7.5	3.9	-0.5	4.8	3.1
Exportations de biens et services	46 162.8	0.1	3.4	0.7	3.0	6.1
Importations de biens et services	42 336.3	4.8	1.7	-7.0	1.9	4.3
Exportations nettes ¹	3 826.5	-1.6	0.6	2.5	0.4	0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.8	1.8	5.5	4.9	3.3
Indice des prix à la consommation	—	3.0	1.8	4.7	3.3	2.6
Déflateur de la consommation privée	—	2.7	2.5	5.6	4.7	3.5
Taux de chômage	—	6.4	6.0	6.3	6.2	6.3
Solde de l'administration centrale ²	—	0.6	-0.6	-1.8	-2.4	-1.7
Balance des opérations courantes ²	—	-3.6	-3.6	-1.1	-0.8	0.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933227022>

matières premières – les investissements miniers étant alors passés d'environ 2 % à 7 % du PIB - et engendré un large volant de capacités excédentaires. En toute logique, les investissements miniers ont diminué d'un tiers depuis 2012 et devraient rester faibles à moyen terme. La dégradation des termes de l'échange a également fait baisser le revenu des ménages et la consommation privée.

Les politiques monétaire et budgétaire soutiennent la reprise

Soucieuse de soutenir la demande intérieure, la banque centrale a abaissé ses taux directeurs de 200 points de base et les maintient proches de leur plus bas historique depuis octobre 2014. Cette politique monétaire accommodante a entraîné une baisse du taux de change d'environ 15 % en termes réels depuis le début 2013, amortissant ainsi l'impact sur l'économie de la dégradation des termes de l'échange en dopant les exportations et l'investissement dans les secteurs non miniers. Le déficit courant est d'ores et déjà passé de 3,5 % du PIB en 2013 à 0,5 %, selon les prévisions pour 2015.

La politique budgétaire soutient également l'activité. Profitant de finances publiques solides – grâce à une dette nette quasi nulle – les autorités ont réagi au ralentissement de l'activité par une forte relance budgétaire de l'économie en 2015. Les dépenses publiques augmenteront ainsi d'environ 10 % en 2015, une partie de cette augmentation étant toutefois compensée par des hausses d'impôt. Ce surcroît de dépenses allant essentiellement à l'investissement public et aux infrastructures, les mesures de relance

budgétaire peuvent se prolonger temporairement et laisser le gouvernement en capacité d'atteindre son objectif de ramener le solde structurel à zéro à l'horizon 2018.

L'économie devrait rebondir, mais des réformes structurelles sont primordiales pour une croissance durable

L'activité économique a enregistré une reprise modérée durant les premiers mois de l'année et la baisse du taux de change, alliée à une reprise plus vigoureuse chez les partenaires commerciaux au cours du second semestre de 2015 et en 2016, devrait stimuler les exportations industrielles. De même, la consommation privée devrait contribuer de plus en plus à la croissance, la baisse des cours du pétrole concourant à l'amélioration du revenu des ménages.

Les répercussions économiques de la chute des cours du cuivre ont montré combien les chocs extérieurs pouvaient affecter le Chili. Pour autant, la croissance dépendra de la mise en œuvre de l'ambitieux programme de réformes des autorités. Toute incertitude sur ce point, ou sur l'impact des réformes, pourrait dégrader la confiance et par conséquent, ralentir la reprise de l'investissement. En revanche, tout progrès notable dans les réformes – en particulier dans les mesures visant à favoriser la concurrence, réduire les décalages entre offre et demande de qualifications, accroître la diversité économique et favoriser l'activité des femmes – pourrait doper le potentiel économique plus que prévu et concourra à réduire les inégalités.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Chili », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-8-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.